

CONVENTION ENTRE LE SSIAD ET UNE INFIRMIERE LIBÉRALE

ENTRE :

Le Centre Communal d'Action Sociale,

60, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny

33700 MÉRIGNAC (Gironde)

Représenté par son Président Monsieur Alain ANZIANI, dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration du

ET

Madame infirmière diplômée d'état, agissant en son propre nom.

La présente convention a pour but de fixer les conditions dans lesquelles les deux parties collaborent aux soins dispensés par le Service de Soins infirmiers à domicile.

Textes de référence :

- Loi n° 2002-02 du 02 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale.
- Code de la santé Publique : articles R.4311-1 à R.4311-15 (Actes et Exercice de la profession d'Infirmier) et R.4312-1 à R.4312-49 (Règles déontologiques des Infirmiers).
- Décret n°2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services d'aide à domicile, des services d'accompagnement à domicile, et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile.
- Circulaire DGAS/2 C n° 2005-111 du 28 février 2005 relative aux conditions d'autorisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile.
- Décret du 31 juillet 2015 relatif à l'adaptation de la société au vieillissement.

ARTICLE 1 – DU LIBRE CHOIX

1-1- Pour toute personne prise en charge par le SSIAD, il sera demandé à l'intéressée (le/la patient(e)) de choisir librement l'infirmier(e) qui lui dispensera les soins.

1-2- En cas de refus ou d'impossibilité d'exprimer ce choix ; il est fait appel à l'infirmier(e) conventionné(e) par l'assurance maladie le/la plus proche du domicile du/de la patient(e), ou à celui/celle qui assure la réponse à l'urgence.

ARTICLE 2 – DES SOINS

2-1- Madame exerce son activité sous sa seule responsabilité, selon les directives du médecin prescripteur, et/ou conformément à son rôle propre. Elle utilise son propre matériel et son propre véhicule.

2-2- Madame s'engage à transmettre à l'infirmière coordinatrice et/ ou au médecin traitant toutes les informations utiles à une prise en soin satisfaisante de la personne accueillie par le service.

Elle s'engage à utiliser un dossier de soins infirmiers qui restera au domicile du patient. Dans le cas où l'infirmière ne dispose pas de son propre dossier, elle utilise le dossier du SSIAD dans lequel elle trouvera une fiche dédiée aux intervenants libéraux.

2-3- Madame pourra être sollicitée à participer à des réunions ayant pour objet l'évaluation de la situation des personnes soignées et l'actualisation de la démarche de soins.

2-4- Madame organise librement son travail en fonction des besoins des malades, des prescriptions des médecins et de la démarche de soins.

2-5- Madame ne sera en aucun cas responsable des actes effectués par les aides soignant(e)s du SSIAD.

2-6- En cas de congés ou d'empêchement, Madame s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires à son remplacement.

ARTICLE 3 – DU REGLEMENT DES SOINS

Madame s'engage à adresser au SSIAD tous les mois le mémoire récapitulatif ainsi que les feuilles de soins se rapportant à ses actes de soins en utilisant la plateforme CHORUS PRO. Au regard de l'organisation interne de la gestion des factures la régularité dans leur envoi revêt un caractère impératif.

Après contrôle par la responsable du service de soins, le règlement se fera par mandat administratif suivi d'un virement aux coordonnées bancaires fournies par l'infirmière libérale.

Le non-respect des modalités de facturation précitées entraînera la résiliation de la convention, dans les conditions fixées par l'article 4 de ladite convention.

ARTICLE 4 – DURÉE ET RÉSILIATION

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter de la date de signature.

En cas de manquement à ces obligations par l'une des parties, l'autre partie pourra mettre fin à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 1 mois permettant d'assurer la continuité des soins.

A l'issue, une nouvelle convention pourra être signée entre les parties.

ARTICLE 5 – LITIGES

En cas de litiges dans l'application de la présente convention les parties acceptent jusqu'à épuisement toutes les tentatives de règlement amiable et de reconnaître la compétence juridictionnelle du tribunal administratif de Bordeaux.

Fait à Mérignac en 3 exemplaires le,

Alain ANZIANI

Maire de Mérignac
Président du CCAS
Président de Bordeaux Métropole

L'infirmière diplômée d'état

